

# Brésil/ A la lumière du premier débat en vue de la présidentielle

## Un pays divisé



Le premier débat télévisé en vue de la présidentielle a montré un Brésil profondément divisé.

AFP  
Sao Paulo/Brésil

*D'autant que l'ancien président et favori des sondages, Lula, était absent à ce rendez-vous télévisuel. Il est vrai sa candidature risque d'être invalidée*

LE premier débat télévisé de l'élection présidentielle d'octobre au Brésil s'est tenu jeudi soir, sans Lula, grand favori des sondages, en prison depuis avril et dont la candidature a de grandes chances d'être invalidée, montrant un pays profondément divisé. L'absence au débat de l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), qui purge une peine de 12 ans et un mois de réclusion pour corruption et blanchiment d'argent, est un des nombreux paradoxes de ce scrutin très polarisé, le plus incertain de l'histoire récente du pays. Au total, 13 candidats ont été désignés officiellement par leurs partis lors des conventions qui ont eu lieu jusqu'à la fin de semaine dernière. Mais seuls huit

d'entre ont participé à ce débat télévisé de plus de 3 heures, jeudi à Sao Paulo, dont les quatre poids-lourds, hormis Lula : Jair Bolsonaro (extrême-droite), deuxième dans les enquêtes d'opinion, Geraldo Alckmin (centre droit), Marina Silva (écologiste) et Ciro Gomes (gauche). Quatre des 13 prétendants ont été exclus car trop peu représentatifs. Parmi les plus scrutés, M. Bolsonaro, ancien capitaine de l'armée et nostalgique de la dictature militaire, est apparu moins à l'aise en direct à la télévision que devant ses foules de supporters ou sur les réseaux sociaux. Interrogé sur sa réponse aux viols et aux violences faites aux femmes, en hausse au Brésil, il a répété sa proposition controversée de "castration chimique volontaire" des criminels. « Je pense que cela permettrait de prévenir ce problème », a-t-il déclaré. Celui que l'on compare souvent à Donald Trump a aussi défendu le port d'arme et la création d'"écoles militaires".

Guilherme Boulos, de la formation de gauche du Parti Socialisme et Liberté (Psol), a vivement interpellé le candidat d'extrême-droite : « Le Brésil sait que vous êtes raciste, macho et homophobe », avant de l'accuser de corruption. M. Alckmin, qui cherche apparaître tout en maîtrise et pro-marchés, a souligné le besoin de réformes permettant à l'économie de "croître fortement". Mais Mme Silva a semblé marquer un point en répondant à l'adresse de l'"establishment", dont le PSDB d'Alckmin et de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso (1995-2002) : « Ceux qui ont créé les problèmes ne vont pas les résoudre ». **45% DES BRÉSILIENS "PESSIMISTES"** • Lula est resté le grand absent. Il voulait participer par visioconférence, mais une juge a rejeté sa demande. Pas de chaise vide sur le plateau pour matérialiser son absence, comme le demandait sa formation, le Parti des Travailleurs (PT). Cette décision de la juge "viole les droits du peuple brésilien (...) Cela s'appelle

de la censure", a écrit l'ancien chef de l'Etat dans une lettre à la chaîne publiée sur les réseaux sociaux. En conséquence, le PT a organisé un débat parallèle plus modeste avec Fernando Haddad, la présidente du PT Gleisi Hoffmann et de la dirigeante du Parti communiste du Brésil (PCdoB) Manuela D'Avila, diffusé via les réseaux sociaux à la même heure que l'émission officielle. L'audience de ce premier débat télévisé présidentiel, qui a commencé assez tard (vers 22h00 heures locales, soit 02H00 au Gabon) sur Bandeirantes, chaîne à l'audience bien moindre que le géant TV Globo, devait permettre de mesurer si les enjeux du scrutin parviennent à réveiller l'enthousiasme des électeurs. La chanteuse Anitta, vedette de la pop funk brésilienne et très suivie sur les réseaux sociaux, a essayé de mobiliser ses fans en écrivant sur Twitter : « On regarde pour ne plus avoir de doutes ? ». Exaspérés par les scandales de corruption à répétition, de nombreux

Brésiliens sont lassés de la politique : selon deux sondages récents, 33% à 41% sont indécis ou pense-raient à s'abstenir. Et une autre enquête d'opinion montre que 45% des Brésiliens se disent "pessimistes ou très pessimistes" quant aux élections. Pour le professeur de Relations internationales Matias Spektor, de la Fondation Getulio Vargas, "contrairement à d'autres pays, nous n'avons pas vu surgir de nouveaux leaders qui pourraient surfer sur cette vague de mécontentement populaire". « Le système politique brésilien continue de susciter beaucoup de frustration », ajoute-t-il. Une loi brésilienne intitulée "Ficha limpa" (casier vierge, en portugais) stipule que toute personne condamnée en appel, ce qui est le cas de Lula, devient de fait inéligible. Mais le PT a l'intention de présenter tous les recours possibles pour tenter de renverser la vapeur. S'il n'y parvient pas, Fernando Haddad sera probablement intronisé à sa place.

### A travers le monde

• Chili/Diplomatie. Onu : l'ex-présidente Bachelet à la tête des droits de l'homme



L'Assemblée générale des Nations unies a confirmé hier par un vote la nomination, annoncée mercredi, de l'ancienne présidente du Chili Michelle Bachelet à la tête du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

• France/Diplomatie. Sentsov : Macron a proposé des solutions à Poutine

Le président français Emmanuel Macron, qui s'est entretenu par téléphone hier avec Vladimir Poutine, lui a fait "plusieurs propositions" afin de "trouver de façon urgente une solution humanitaire" pour le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, auxquelles le président russe "s'est engagé à répondre", a annoncé l'Elysée dans un communiqué.

• Indonésie/Présidentielle. Widodo candidat à sa réélection

Le président indonésien,



Joko Widodo, sera candidat à sa réélection l'an prochain et opposé à l'ex-général Prabowo Subianto qui fut son rival malheureux en 2014, les deux hommes ayant déposé leur candidature hier auprès de la commission électorale.

• Venezuela/Politique. "Attentat" contre Maduro : l'aveu d'un député

Le député de l'opposition vénézuélienne Juan Requesens, récemment interpellé, a admis dans une vidéo tournée par les autorités sa participation à l'"attentat" qui aurait visé le président Nicolas Maduro, a annoncé hier le gouvernement.

• Yémen/Conflit. Le pays sous le choc après l'attaque qui a tué 29 enfants

La ville de Dahyan au Yémen pleurait hier la mort de 29 enfants tués dans des frappes aériennes contre un bus attribuées à la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite qui a annoncé l'"ouverture d'une enquête" après des appels de l'Onu et Washington dans ce sens.

## Soudan du Sud/Conflit

### Les bailleurs jugent l'accord de paix " peu réaliste "

AFP  
Washington/États-Unis

*Aux yeux de la "Troïka" (États-Unis, Royaume-Uni et Norvège), "des défis considérables restent à relever"*

LES bailleurs internationaux du Soudan du Sud se sont déclarés hier préoccupés par l'accord de partage du pouvoir signé dimanche dernier par les dirigeants de ce pays ravagé par la guerre civile, le jugeant

"peu réaliste". « Des défis considérables restent à relever et nous craignons que les accords conclus à ce jour soient peu réalistes ou viables », a indiqué dans un communiqué la "Troïka" (États-Unis, Royaume-Uni et Norvège) des parrains historiques de l'indépendance en juillet 2011 du Soudan du Sud. Le jeune pays s'est enfoncé dans une guerre civile fin 2013 quand le président Salva Kiir a accusé son vice-président Riek Machar de fomenter un coup d'Etat. Le conflit a fait des

dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés. A l'issue de pourparlers à Khartoum parrainés par le président soudanais Omar el-Béchir, les deux hommes ont signé un accord final sur un partage du pouvoir, qui prévoit un retour de M. Machar pour occuper le poste de vice-président dans un gouvernement d'unité nationale. Les négociations, sous l'égide de l'organisation régionale Igad (Autorité intergouvernementale pour le développement), vont se

poursuivre jusqu'à la signature d'un accord de paix définitif. « Nous reconnaissons le rôle du Soudan dans ces négociations », indique la Troïka. Mais "vu le manque de leadership dont ils ont fait preuve dans le passé, les dirigeants sud-soudanais devront se comporter autrement et démontrer leur engagement envers la paix et la bonne gouvernance". Les Occidentaux demandent aux médiateurs d'élargir les pourparlers à la société civile et aux minorités et l'organisation ra-

pide d'élections. Des questions restent en suspens, notamment "la façon dont la sécurité sera assurée à Juba pendant la période de transition et le sérieux du contrôle exercé sur le pouvoir exécutif", souligne le communiqué. Le secrétaire général de l'Onu Antonio Guterres a salué lundi la signature d'un accord de partage du pouvoir au Soudan du Sud, enjoignant aux belligérants de le finaliser rapidement pour mettre fin à près de cinq ans de guerre civile.